

Termes de Référence

Appel à consultation

LRPS-2021-9169409

Appui technique pour la conception et mise en œuvre de programme de formation sur la prévention, détection, prise en charge et réinsertion des enfants en situation de rue, en faveur des acteurs de la protection de l'enfance et les organisations de la Société civile

Mission	Appui technique pour la conception et mise en œuvre de programme de formation sur la prévention, détection, prise en charge et réinsertion des enfants en situation de rue, en faveur des acteurs de la protection de l'enfance et les organisations de la Société civile
Type de contrat	Contrat de consultant.e.s individuels / institutionnels
Durée	70 jours ouvrés étalés sur 6 mois
Date de début	Sept 2021
Date limite pour les propositions	06 Sept 2021 à midi
Processus de sélection	Appel à consultation

Sommaire

1. Contexte	3
2. Objectifs, résultats, cibles de la consultation et tâches du prestataire :	6
3. Méthodologie de la prestation	10
4. Durée, livrables et paiements	11
5. Références non exhaustives de la Consultation :	12
6. Profils recherchés :	13
7. Dossier de soumission :	14
8. Méthodologie d'évaluation des offres	14
9. Procédure pour la soumission des propositions	16

1. Contexte

Selon L'article 54 de la loi n° 70-03 portant code de la famille (section ii: - des enfants), les premiers protecteurs de l'enfant sont ses parents. Le code de la famille (Moudawana) de 2004 apporte, en ce qui concerne les droits de l'enfant, des innovations consacrant la prise en compte des grands principes posés par la Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant (CDE). Le code de la famille consacre un long article (article 54) aux droits des enfants à l'égard de leurs parents.

Si l'enfant en danger, l'Etat peut, selon la loi n° 15-01 relative à la prise en charge (la kafala) des enfants abandonnés, déchoir les parents de cette responsabilité parentale, notamment les parents incapables de subvenir à ses besoins ou ne disposant pas de moyens légaux de subsistance et les parents de mauvaise conduite n'assumant pas leur responsabilité de protection et d'orientation l'enfant en vue de le conduire dans la bonne voie.

Ainsi, le juge des tutelles a la charge de trouver à l'enfant, une protection au sein d'une famille ou dans un Etablissement de Protection Sociale (EPS), mise en place selon la loi n° 14-05 relative aux conditions d'ouverture et de gestion des établissements de protection sociale ainsi que la loi 65-15, adoptée en 2018, relative aux établissements de protection sociale après l'entrée en vigueur de ces textes d'application définissant les normes de qualité de prise en charge à respecter. Ces textes d'application sont finalisés et encours d'approbation.

Toutefois, dans un grand nombre de situations, l'enfant n'est pas légalement abandonné mais vit une situation de danger, ainsi les parents, dans leur mission de protection, peuvent avoir besoin d'être aidés ou provisoirement suppléés par l'Etat. A ce sujet, la constitution du Royaume du Maroc, en son article 31, précise que l'Etat, les établissements publics et les collectivités territoriales œuvrent à la mobilisation de tous les moyens à disposition pour faciliter l'égal accès des citoyennes et des citoyens aux conditions leur permettant de jouir des droits. En son article 32, la constitution précise que : « L'Etat œuvre à garantir par la loi la protection de la famille sur les plans juridique, social et économique, de manière à garantir son unité, sa stabilité et sa préservation. Il assure une égale protection juridique et une égale considération sociale et morale à tous les enfants, abstraction faite de leur situation familiale. L'enseignement fondamental est un droit de l'enfant et une obligation de la famille et de l'État. ».

Le chapitre III du code de procédure pénale, intégrant les règles relatives aux mineurs (articles 512 à 517), est consacré à la protection des enfants en situation difficile. Ainsi la justice peut intervenir plus tôt, dès lors que l'enfant se met lui-même en situation de danger. Ces articles permettent une intervention judiciaire pour l'enfant, considéré en situation difficile, qui a des fréquentations le mettant en danger physique, psychologique ou moral, qui refuse de se soumettre à l'autorité de ses parents ou des personnes qui en ont la garde, qui fait habituellement des fugues ou qui quitte le domicile où il devrait résider ou n'a pas de domicile. Dans ces hypothèses, le juge des mineurs auprès du tribunal de première instance peut, sur réquisition du ministère public, appliquer au mineur une mesure de placement ou de rééducation.

Tous les enfants, y compris ceux qui vivent dans la rue, ont les mêmes droits et ont droit à la même protection de la part de l'État. Les enfants en situation de rue sont parmi les plus marginalisés et subissent de graves violations de leurs droits avant et pendant leur séjour dans la rue. Ces enfants sont confrontés à de multiples privations, dont le manque d'accès aux services de base, la violence, les abus, les mauvais traitements, la violence psychologique et la violence physique.

Le RGPH 2014 avait estimé que 7 226 personnes étaient sans abri au Maroc, dont 12,3% d'enfants et de jeunes de moins de 19 ans (dont 5,6% de moins de 15 ans). Ainsi, environ 888 enfants sont en situation de rue.

L'Analyse de la Situation des enfants au Maroc en 2019 (SitAn) conduite par l'Observatoire National du Développement Humain, l'Observatoire National des Droits de l'Enfant et l'UNICEF montrent que parmi les enfants en situation difficile, ceux qui sont en situation de rue sont les plus vulnérables. Les données exactes sur ce phénomène ne sont pas disponibles. Elle indique que les chiffres produits par le RSPH est en contraste avec les données des organisations de la société civile, qui estiment le nombre des enfants en situation de rue à 25 000 en 2015. Ce décalage s'explique en partie par le fait que la plupart des enfants vivant dans la rue ont encore un contact avec leur famille et rentrent chez eux plus ou moins régulièrement. La plupart sont des garçons, comme le signalent les organisations de la société civile qui œuvrent dans ce domaine.

Le rapport de la SitAn 2019 note une hausse du nombre d'enfants dans cette situation dans les grandes villes comme Casablanca, Fès, Marrakech, Tanger et Nador. La présence d'enfants dans les rues de Tanger et de Nador est principalement liée à leur mobilité potentielle, voire à leur désir de migrer vers l'Europe.

Lors de la période du confinement décrétée par les autorités du Maroc à cause de la pandémie de la Covid 19, le Ministère de la Solidarité du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille (MSDSEF) a lancé, en fin mars 2020, un « plan d'action de prévention et de protection des enfants en situation de précarité contre les répercussions sociale de la pandémie du Covid 19 » en coordination avec l'Entraide nationale, les autorités locales et de nombreuses associations. Ainsi une campagne nationale d'assistance et d'hébergement de tous les enfants en situation de rue a été menée. De ce fait, l'ensemble des enfants en situation de rue au niveau national ont été pris en charge au niveau des EPS, de centres d'accueil d'urgence provisoire ou réintégrés au sein de leurs familles. Cette action a permis de générer des statistiques au moment où tous les citoyens ont été confinés à leurs domiciles. A ce propos, 986 enfants dont 347 filles en situation de rue ont été retirés, 224 enfants réinsérés au sein de leurs familles, 360 enfants placés dans des Établissements de Protection Sociale et 354 enfants hébergés dans espaces aménagés pour un accueil d'urgence.

Ainsi, les statistiques produites par cette intervention effectuée dans un contexte marqué par un confinement total sont en concordance avec les statistiques produites par le RGPH 2014.

Une étude menée par le MSDSEF avec l'appui de l'UNICEF en juin 2020, sur la cartographie des enfants en EPS au Maroc - dans 69 EPS ayant participé à l'enquête accueillent 7430 bénéficiaires avec une extrapolation estimant le nombre total de bénéficiaires à 10 445 bénéficiaires accueillis dans les 97 EPS autorisés - a montré que la catégorie des enfants en situation de rue constitue la troisième catégorie d'enfants en situation difficile au niveau des EPS après celle des enfants abandonnés et celle des enfants dont la protection parentale est défaillante.

Depuis 2015, la protection des enfants s'effectue dans le cadre de la Politique Publique Intégrée de la Protection de l'Enfance (PPIPE) 2015-2025, ainsi que son Programme National de Mise en Œuvre 2015-2020, qui visent à mettre en place un environnement protecteur durable des enfants contre toutes les formes de négligence, d'abus, de violence et d'exploitation. La PPIPEM est un cadre fédérateur et harmonisé, mettant en place un système intégré de protection de l'enfance et se décline en 5 objectifs stratégiques.

La mise en place des Dispositifs Territoriaux Intégrés de Protection de l'Enfance (DTIPE), un des cinq objectifs stratégiques de la PPIPEM, représente un enjeu majeur pour la déclinaison effective et efficace de l'ensemble des objectifs de la PPIPEM, c'est la raison pour laquelle le document de la PPIPEM confère un rôle majeur aux territoires, notamment dans le cadre des nouvelles prérogatives accordées aux Régions, Provinces et

Communes. Les DTIPE permettent de mieux cerner les problématiques territoriales liées à la protection de l'enfance, selon les priorités des provinces, et de contribuer concrètement à l'amélioration des réponses intersectorielles locales de manière coordonnée, articulée et cohérente, augmentant ainsi l'impact sur la protection, le bien-être et la sécurité des enfants en besoin de protection et de leurs familles.

Les enfants en situation de rue constituent une des cibles prioritaires des réponses en termes de prise en charge par les DTIPE. Plus de détails sur la gouvernance des DTIPE sont fournis en annexe.

Ainsi sept DTIPE ont été mis en place en 2020 parmi les huit programmés. 10 DTIPE sont en cours de mise en place en 2021, en vue de les généraliser sur toutes les provinces.

Par ailleurs, 36 EPS pour enfants, parmi les 97 EPS autorisés, assurent la prise en charge des enfants en situation de rue. En appui à la territorialisation de la PPIMEM, le MSDSEF procède à la mise en place des Etablissements d'Assistance Sociale Mobile (SAMU d'assistance sociale) pour enfants dans les provinces abritant les DTIPE.

Les SAMU d'assistance sociale pour enfants en situation de rue sont considérés comme étant le 1^{er} maillon de la prise en charge de cette catégorie d'enfants et ce eu égard aux multiples services qu'ils fournissent que ce soit dans la rue ou au niveau des centres d'accueil d'urgence. Les SAMU d'assistance sociale ciblent les enfants en situation de rue permanente ou temporaire ; les enfants victimes d'exploitation dans la mendicité et les enfants migrants non accompagnés. A cet effet, le MSDSEF a élaboré un cahier de charges de ces structures, définissant leurs missions et les exigences en matière d'équipement et d'encadrement. Ce cahier des charges sert au processus de création de ces établissements que le Ministère a initié dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'Entraide Nationale. A cette date, 03 SAMU d'assistance sociale pour enfants en situation de rue sont opérationnels au niveau de Casablanca, de Meknès et plus récemment à Tanger.

De plus, et pour appuyer la protection et l'assistance sociale des enfants en situation de rue, le MSDSEF a lancé en fin 2020, un appel à projets à l'intention de associations. Cet appel à projets a concerné i) les services d'assistance sociale en milieu de rue y compris la détection et le signalement, ii) l'accompagnement des enfants à la sortie de la situation de rue et iii) la réinsertion familiale et sociale des enfants en situation de rue ; 27 projets d'associations ont été retenus suite à cet appel à projet. Ces projets sont sur une durée de deux ans.

La protection et l'assistance sociale aux enfants en situation de rue, nécessite le renforcement et l'adaptation du système de protection au niveau provincial et communal pour répondre à leurs besoins et garantir leurs droits. Il est donc capital d'investir dans le renforcement des capacités des professionnel-les des services sociaux pour la protection de l'enfance en matière de réintégration des enfants en leur milieu familial ou dans un milieu alternatif à la protection familiale ainsi qu'en matière de leurs inclusions sociales.

Une prise en charge de qualité des enfants en situation de rue nécessite de disposer :

- i) Des ressources humaines spécialisées maîtrisant des connaissances d'approches et de pratiques à même d'assurer une prise en charge adaptée à la situation de ses enfants aussi bien au niveau des interventions dans leurs lieux de vie qu'au niveau des établissements de prise en charge. A ce propos, le Ministère avec l'appui de l'Unicef a élaboré un Référentiel des Emplois et des Compétences dans le domaine de la protection des enfants. Ce référentiel a identifié le profil d'éducateur(ce) de rue au niveau des métiers de l'animation et de l'éducation sociale et a défini

les compétences nécessaires pour mener à bien sa mission. La loi 45.18 portant organisation du métier des travailleurs sociaux aura un impact bénéfique sur les bénéficiaires des services de prise en charge d'autrui.

- ii) Des structures répondant aux normes de qualité prévues au niveau de la loi 65/15 et de ses cahiers de charges spécifiques relatif aux SAMU d'assistance sociale pour enfants en situation de rue ; un plan d'action pour la mise à niveau des EPS par rapport à la loi 65/15 est en cours de mise en œuvre par le Ministère ; une étude sur la standardisation des structures et services a été également élaborée pour renforcer la qualité de prise en charge des enfants.

Dans ce contexte, et pour soutenir le processus de mise en place des DTIPE et s'assurer de son alignement aux standards internationaux et aux principes de la PPIPEM, le MSDSEF a conduit un premier programme de formation en 2020 ciblant les professionnelles des DTIPE travaillant directement avec les enfants. Ce programme a été déployé avec l'appui de l'Union Européenne et de l'UNICEF, et a porté sur 13 modules dont 04 modules spécifiques à la thématique des enfants en situation de rue :

1. La prise en charge des enfants en situation de rue et les processus de réinsertion ;
2. Les problématiques de l'enfant en situation de rue sous l'angle clinique ;
3. Le projet de vie individuel et processus d'insertion professionnel pour les enfants en situation de rue ;
4. La participation des enfants en situation de rue dans la construction d'un projet de vie.

Pour consolider, poursuivre et appuyer les efforts déployés par le MSDSEF pour le renforcement des acteurs qui sont directement concernés par la mise en place et l'opérationnalisation du DTIPE, le MSDSEF souhaite recruter un bureau d'étude ou un groupe d'expert-es pour élaborer et mettre en œuvre un programme de formation au profit des acteurs de la protection. **Ce programme ciblera spécifiquement les acteurs concernés par la prise en charge des enfants en situation de rue dans le cadre de la dynamique des dispositifs territoriaux de protection des enfants victimes de violence ou à risque de l'être.**

Ce programme doit être conçu de façon à permettre son déploiement par la suite à travers l'Institut National de l'Action Social INAS.

2. Objectifs, résultats, cibles de la consultation et tâches du prestataire :

a) Objectifs de la consultation :

Cette consultation vise à doter les acteurs concernés des connaissances, compétences et aptitudes nécessaires pour fournir des services de qualité en matière **de prévention, de détection, de prise en charge, de suivi et réinsertion des enfants en situation de rue et ce en concordance avec les missions du DTIPE**, telles que décrites en annexe. **La formation prêtera une attention particulière à l'approche droits humains, égalité des sexes et cycle de vie.**

Cette Consultation poursuit **les objectifs spécifiques** suivants :

- Faire mieux connaître le droit international et national dans le domaine de la protection de l'enfance, **les droits des enfants en situation de rue**, les politiques et programmes nationales, notamment la PPIPEM, le DTIPE, le circuit de protection de l'enfance, ci-joint ;

- Harmoniser et unifier les concepts, définitions et les modalités de prise en charge des enfants en situation de rue ;
- Doter les acteurs de techniques et outils de la protection, la détection, la prise en charge et la réinsertion des enfants en situation rue, à travers les aspects suivants, cités à titre indicatif et non exhaustif :
 - Liaisons entre les intervenants au niveau des lieux de présence des enfants en situation de rue, avec les services des SAMU d'assistance social pour enfants ;
 - L'évaluation de la situation de danger ;
 - Les projets de sortie de la rue ;
 - Les stratégies de prise en charge au niveau des établissements de protection sociale dédiés, que ce soit en jour ou en résidentiel ;
 - Les stratégies de réinsertion des enfants en situation de rue aussi bien au niveau de la famille que de la société;
 - Les compétences en matière d'éthique de travail avec les enfants en général et avec les enfants en situation rue en particulier
 - Les outils de prise en compte des droits humains, de l'approche genre et de l'approche cycle de vie tout au long du processus de la détection à la réinsertion, en passant par le suivi et reporting ;
 - Technique et outils de recueil, traitement, suivi et reporting des données

Plus spécifiquement, le programme de formation devrait couvrir les thématiques suivantes :

Cadre référentiel

Introduction aux droits de l'enfant et Genre ; Protection générale des Droits de l'Homme ; Protection spécifique des Droits de l'enfant ; Système de protection des enfants ; Le développement psycho-affectif de l'enfant ; Le genre et l'équité ; les approches d'intervention (Approche participative, approche basée sur les droits, approche genre et approche systémique).

Projet de sortie de la rue

Définition de concepts ; Contact et abordage ; Identification des profils ; Analyse et évaluation de situation de risque ; Compétences requises pour travailler avec les enfants e situation de rue ; Approche rue ; Types d'intervention ; Processus de sortie de la rue et de reconstruction des motivations.

Elaboration de projet de vie

Définition de concepts ; Analyse de situation ; Enquêtes familiales ; Processus et composantes de projet de vie ; Plan d'accompagnement, suivi et évaluation.

Les compétences de vie et développement personnel

- Compétences de vie affective : Gérer les émotions, comprendre les émotions, confiance en soi, estime de soi, empathie
- Compétences de vie cognitive : Prise de décision, auto-apprentissage, résolution de problèmes, capacité d'apprentissage

- Compétences de vie sociale : demander de l'aide, participer, communiquer positivement, configurer les relations, gérer les conflits, Vivre ensemble, commencer et entretenir une conversation, gestion du stress,
- Compétences de vie opérationnelle : Planification, gestion du temps, gestion financière, faire preuve de responsabilité

Les techniques de l'intervention sociale

Technique d'accueil ; Technique d'observation ; Technique d'entretien ; Technique d'écoute actif ; Focus de groupe ; Lecture de parcours et Etude de cas.

Projet professionnel et intégration sociale et économique

Elaboration de bilan de compétences ; Les comportements professionnels et liste des formations ; Réhabilitation psychosociale.

Communiquer avec les enfants en situation de rue

Définition de concepts, Approches et théories de la communication ; La communication selon l'âge de l'enfant ; Les techniques d'une communication efficace avec l'enfant en situation de rue ; La Reconnaissance et interprétation de la communication non verbale chez l'enfant ; les bonnes pratiques de communication au service de la réinsertion sociale.

Participation des enfants en situation de rue

L'importance de la participation des enfants ; Les différentes formes de la participation des enfants, les critères et les principes de la participation des enfants ; Les domaines de la participation des enfants ; La participation des catégories spécifiques des enfants et les mécanismes de la participation des enfants.

Le travail avec la famille :

Communication et gestion de conflit ; Médiation familiale et Soutien à la parentalité positive.

b) Cibles et résultats de la prestation :

La formation ciblera les travailleurs sociaux et cadres associatifs, en l'occurrence :

- 44 Etablissements de Protection Sociale (EPS) pour enfants en situation difficile, à raison de 2 personnes par EPS ;
- 22 délégations de l'Entraide Nationale, à raison de 2 personnes par délégation ;
- 18 Centres d'Accompagnement Pour la Protection de l'Enfance (CAPE), à raison de 2 personnes par CAPE;
- 05 SAMLU d'assistance sociale pour enfants au niveau de Tanger ; de Meknès, de Casablanca, de Salé et de Taroudant, à raison de 6 personnes par SAMU ;
- 27 associations, partenaires du Ministère œuvrant dans le domaine de la protection des enfants en situation de rue, à raison de 2 personnes par ONG.

Un total de 252 personnes seront formées en présentiel/ distanciel. Le tableau qui suit explique la répartition provisoire des participant-es par régions. Les formations seront organisées selon trois grands groupes géographiques. Les trois groupes présentés dans le tableau (Groupe Nord, Groupe Centre, Groupe Sud) constituent une première répartition provisoire, qui pourrait être ajustée au démarrage des formations. Au niveau de chaque groupe géographique, les formations auront lieu dans une des villes de ce groupe. Ainsi,

les formations du groupe Nord auront lieu à Meknès, les formations du groupe Centre à Rabat et les formations du groupe Sud à Marrakech.

Les soumissionnaires sont invités à proposer des scénarios de déroulement des formations pour l'atteinte des résultats de la prestation en termes de nombre de participant-es et de modules ciblés.

Répartition de la population cible de la formation par Groupe de formation. Cette répartition sera ajustée en fonction des besoins au démarrage des formations

Groupe	Régions	Nombre de Participants	Nombre Total Participants/ Groupe	Site de formation proposé
Groupe Nord	Tanger-Tétouan-Al Hoceima	16	74	Meknès
	l'Oriental	18		
	Fès-Meknès	40		
Groupe Centre	Rabat-Salé-Kénitra	62	110	Rabat
	Casablanca-Settat	42		
	Béni Mellal-Khénifra	6		
Groupe Sud	Marrakech-Safi	28	68	Marrakech
	Guelmim-Oued noun	4		
	Souss-Massa	16		
	Draa-Tafilalet	6		
	Laayoune-Sakia El Hamra	10		
	Dakhla Oued Ed Dahab	4		
Total Participants		252	252	

La consultation se déroulera à partir du mois de septembre 2021 et devra prendre fin au plus tard en Avril 2022. A l'issu de l'appui, les résultats suivants sont attendus :

- Un programme de formation développé et aligné sur la mission du DTIPE, le cahier des charges des SAMU d'assistance sociale pour enfants en situation de rue avec supports de formation ; le programme de formation sera adapté à chacune des catégories cibles de la formation en fonction de son rôle dans la chaîne de prise en charge des enfants en situation de rue ;
- 252 personnes formées sur une prise en charge multidisciplinaire ;
- Un rapport final du programme de formation incluant entre autres, la description du déroulement de la formation, les approches méthodologiques et les outils utilisés, les résultats de l'évaluation de la formation et des recommandations pour son déploiement à l'échelle nationale
- Une mallette de formation comprenant les différents modules de formation dispensés

c) Tâches du prestataire :

Le prestataire assurera les tâches suivantes, qui incluent et ne se limitent pas à :

- Revue documentaire sur la base de l'ensemble des productions liées à la thématique, développées par les acteurs institutionnels, les partenaires internationaux, ainsi que par la société civile ;
- Elaboration de la note conceptuelle de la formation comportant :
 - Les objectifs pédagogiques et les résultats attendus,

- Les approches pédagogiques,
- Le contenu thématique par session/ modules et l'agenda des formations ;
- Le planning détaillé de la mise en œuvre.
- Elaboration/adaptation des outils et du guide de formation ;
- Développement d'une mallette pédagogique sur la base des modules élaborés, accessible pour une large dissémination et déploiement par les acteurs de la protection, y compris les ONG
- Organisation des différentes sessions de formation et animation des ateliers ;
- Evaluation des formations ;
- Elaboration du rapport de l'ensemble des formations intégrant les recommandations de l'évaluation ;
- Préparation d'un support électronique comportant tous les documents pertinents de la formation à remettre aux participants de la formation.

Le contenu de la formation **doit s'inspirer des modules développés en 2020, des expériences mondiales et nationales en la matière, devrait proposer un contenu adapté à chacune des cibles de la formation** et qui prenne en compte l'évaluation de la formation, le cahier des charges des Samu sociaux ; les profils des travailleurs et travailleuses sociaux affectés aux CAPE, les cahiers de charge des CAPE, les exigences et les contraintes de la mise en œuvre du DTIPE et les besoins qui seront identifiés par les acteurs de la protection pendant la planification de cette consultation. Le programme doit aussi se baser sur le protocole et circuit de prise en charge des enfants par le DTIPE.

3. Méthodologie de la prestation

La présente consultation s'appuiera sur :

- Une revue documentaire en collaboration avec les équipes chargées de l'enfance au niveau du Ministère de la solidarité, du développement social, de l'équité et de la famille et la section Protection de l'Enfance du bureau de l'UNICEF Maroc.
- Une prise en compte des besoins réels des acteurs concernés, en particulier les acteurs du terrain. Des entretiens avec les équipes chargées de l'enfance au niveau du Ministère et quelques membres des DTIPE/CAPE et d'associations spécialisées ainsi qu'avec la section Protection de l'Enfance du bureau de l'UNICEF Maroc.
- Une capitalisation sur les bonnes pratiques mondiales et nationales en matière de prévention, détection, prise en charge et réinsertion des enfants en situation de rue
- Une prise en compte et un alignement parfait sur les missions du DTIPE et le rôle de chacun de ses acteurs de la prise en charge des enfants en situation de rue
- Une prise en compte des éléments de contexte local et des réalités du terrain. Ainsi le prestataire inclura dans sa méthodologie des approches pratiques et des études de cas

Pour l'ensemble du processus, les consultants.e.s devront suivre une approche ou méthodologie consultative et participative au cours de cette mission, travaillant en étroite collaboration le MSDSEF et l'UNICEF

Après une première réunion de prise de contact et cadrage sommaire, les expert.e.s débiteront par une revue de la documentation prenant en compte la liste bibliographique recommandée par le MSDSEF et l'UNICEF et toute autre documentation jugée pertinente ou identifiée par la suite par les commanditaires. Ils procéderont ensuite à un cadrage affiné en utilisant les moyens télématiques si nécessaires, afin d'identifier les rôles et les responsabilités des acteurs à former et les besoins et capacités à renforcer qui devront être

couverts à la fois dans la conception du programme de formation et aussi pour les sessions de formation et production des autres livrables.

Les consultant.e.s devront appliquer des approches créatives et interactives d'apprentissage actif des adultes pour générer une participation optimale de tous les participant.e.s, des échanges fructueux entre les formateurs/trices et les participant.e.s, et pour maximiser les résultats en termes de processus d'apprentissage. La méthodologie sera basée sur les principes et les pratiques de l'éducation des adultes, notamment :

- Présenter de nouvelles idées de manière respectueuse avec ce que les apprenants connaissent et pratiquent ;
- Habiller les participant.e.s à découvrir les idées par eux-mêmes ;
- Permettre à tous les participant.e.s de parler, de discuter et de pratiquer ;
- Aider les participant.e.s à regarder d'un point de vue différent les causes et les pratiques sous-jacentes ;
- Inspirer les apprenant.e.s à prendre des mesures et à résoudre des problèmes.

Par ailleurs, les réalisations des sessions de formation se feront sous forme de sessions présentielles/distanciels tout en respectant les contraintes et restrictions liées à la situation sanitaire.

4. Durée, livrables et paiements

La présente consultation est estimée à 70 jours, s'étalant sur la période allant de septembre à avril 2022, notant que la préparation et le cadrage de la consultation pourront commencer à distance.

Les livrables finaux devront être livrés par voie électronique et papier en arabe et en français, selon les précisions fournies dans le tableau suivant. Le paiement de la consultation sera fait par facturation partielle après la réception et la validation finale des livrables par le comité de suivi selon le calendrier de facturation suivant :

Jalons des Livrables	Délais & Durée	% de paiement
<i>Date de démarrage souhaitée : mai 2021</i>		
LOT Livrables 1 : NOTE METHODOLOGIQUE ET PROGRAMME DE FORMATION	10 jours	10%
<ul style="list-style-type: none"> - La note conceptuelle intégrant les objectifs pédagogiques et les résultats attendus, les approches méthodologiques, une première proposition des thématiques et modules, les moyens humains et matériels et Chronogramme de la consultation en français ; - PV points clé des Réunions et entretiens de cadrage avec les commanditaires de la consultation en français ; 		
LOT Livrables 2 : MODULES DE FORMATIONS ET ATELIERS PILOTES	15 jours	30%
<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse de la revue documentaire utilisée et des entretiens menés en français; - Conception globale de la formation : thématiques pertinentes identifiées selon les profils des bénéficiaires, approches et objectifs pédagogiques, évaluation des acquis, descriptif 		

Jalons des Livrables	Délais & Durée	% de paiement
sommaire des modules de la formation proposés, Programme sommaire de la formation en arabe; - Plan, guide pour les participant.e.s pour contribuer à la revue de l'existant, en français et en arabe. - Conception et déroulement des 2 ateliers pilotes y compris les recommandations basées sur les évaluations (pré/post évaluation) des participant.e.s, en français et en arabe ;		
LOT Livrables 3 : RAPPORT INTERMEDIAIRE	30 jours	30%
- Agenda de déroulement des formations, en français et en arabe - Fiches techniques détaillées des modules de formation comprenant la méthodologie d'animation des différents ateliers en français et en arabe - Présentations utilisées et documentation de soutien format Word et Powerpoint en français et en arabe - Première version de la mallette pédagogique en français et en arabe.		
LOT Livrables 4 : RAPPORT FINAL	15 jours	30%
- Compte rendu des ateliers de formation en français et en arabe; - Rapports de déroulement des sessions de formation y compris les recommandations basées sur les évaluations (pré/post évaluation) des participant.e.s, en français et en arabe; - Rapport final du processus intégrant les recommandations de l'évaluation et proposition d'amélioration avec un résumé en français et en arabe (version longue et version résumée en Word et Powerpoint) ; <ul style="list-style-type: none"> - Version finale de la mallette pédagogique en format électronique et papier ; - Versions finales validées de l'ensemble des livrables ci-dessus. 		
TOTAL	70 jours	100%

5. Références non exhaustives de la Consultation :

- Convention des Droits de l'Enfant et autres normes internationales en matière de protection des droits des enfants ;
- Document de la Politique publique intégrée de protection de l'enfance et son programme de mise en œuvre, MSFFDS ;
- Les documents référentiels relatifs à la mise en place des dispositifs territoriaux de protection de l'enfance (Programme de mise en place des DTIPE, Cahier des charges des CAPE, outils de pilotage des DTIPE, modules de formation développés, rapport de la formation des professionnels des CAPE, cahier des charges des Samu sociaux pour enfants) ;
- Procédure de l'UNICEF relative aux normes éthiques en matière de collecte et d'analyse des données, de recherche et d'évaluation ;
- Observation générale n° 21 (2017) sur les enfants en situation de rue du Comité des droits de l'enfant ;
- Les Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants, Assemblée générale des Nations Unies, 2009

- L'analyse sur la situation des enfants, le Rapport sur la Situation des Enfants et des Femmes au Maroc (UNICEF – ONDE- ONDH 2019).
- Manuel UNICEF sur la gestion axée sur les résultats (UNICEF - Results based management);
- Manuel Save the Children sur les indicateurs relatifs à la protection de l'enfance ;
- Manuel de l'UNICEF sur les indicateurs relatifs à l'objectif 3 protection enfance pour la stratégie 2018-2021 ;
- Les Modules de formation sur la prise en charge des enfants en situation de rue élaborés par la Ministère en 2020 ;
- Rapport final de la formation des professionnels des CAPE.

6. Profils recherchés :

L'équipe d'expert-es qui sera chargée de l'exécution de la présente consultation, devra comprendre des membres avec des profils de formation adéquate et une expérience reconnue dans le domaine, permettant de réaliser le travail demandé dans de bonnes conditions.

Les membres de cette équipe doivent être diplômés d'une Université de l'enseignement supérieur et avoir une expérience minimale de cinq (5) ans dans leur domaine d'intervention et avoir mené des travaux similaires aux prestations demandées dans la présente consultation pour le compte du secteur public ou privé. Cette équipe devrait comporter nécessairement un-e expert-e en sciences de l'éducation, un-e expert-e en protection de l'enfance ayant une expérience avérée dans le travail avec les enfants en situation de rue.

Le profil de l'expert-e chef-fe d'équipe et responsable du volet ingénierie de formation doit répondre aux critères suivants :

- Une formation universitaire supérieur en développement, en sciences sociales / comportementales (sociologie, anthropologie, psychologie, etc.), en mettant l'accent sur la formation et l'élaboration des programmes de renforcement des capacités ;
- Une connaissance technique et une expertise d'au moins 5 ans dans les domaines de l'ingénierie de la formation de préférence dans les domaines sociaux et de droits humains ;
- Une excellente capacité d'analyse, de rédaction et de synthèse ;
- Une capacité d'animation d'atelier de formation ;
- Une bonne maîtrise de la langue arabe.

Expert-e en protection de l'enfance :

- Une formation universitaire supérieur en développement, en sciences sociales / comportementales (sociologie, anthropologie, psychologie, etc.);
- Une connaissance technique et une expertise d'au moins 5 ans dans les domaines de la protection de l'enfance, de droits humains et de l'approche genre ;
- Une excellente capacité d'analyse, de rédaction et de synthèse ;
- Une capacité d'animation d'atelier de formation ;
- Une bonne maîtrise de la langue arabe.

Langues : Les langues du travail sont l'arabe et le français, la langue des sessions de formation est l'arabe.

Compétences

- Connaissance des développements actuels dans les domaines cités ci-dessus ;
- L'expérience pratique dans l'appui technique aux programmes de la Protection de l'enfance ;

- Capacités reconnues pour organiser et mettre en œuvre des formations ;
- L'expérience dans l'organisation d'ateliers de formation ;
- Compétences éprouvées dans la communication, la facilitation des ateliers, et le rapportage.
- Connaissance du contexte social, politique et économique du Maroc
- Habilité d'exprimer des idées et des concepts clairs et concis sous forme écrite et orale.
- Compétences en informatique,

7. Dossier de soumission :

Le dossier de candidature doit comprendre :

1. Lettre d'application.
2. Profil de l'institution de formation/Consultant.e.s appliquant (ampleur des travaux, expérience au Maroc ou dans la région MENA, etc.), si applicable.
3. CV du consultant.e principal.e chargé.e du programme de formation au sein de ce projet.
4. CV de l'expert-e en protection de l'enfance ;
5. Preuve d'expérience dans la conduite de renforcement des capacités en matière de protection de l'enfance ou de droits humains (ou expériences dans un domaine similaire), à envoyer en exemple : 2 manuels de formation ou rapports des ateliers/projets de renforcement de capacités ;
6. Proposition technique (max. 20 pages) prenant en considération les orientations fournies dans les termes de référence TdRs (sections contexte, objectifs, méthodologie, tâches et activités). Des variations peuvent être proposées sur la base des raisons techniques.
7. Plan de travail et calendrier pour l'achèvement de tous les travaux.
8. Proposition financière (un budget détaillé), comprenant les honoraires et les frais de voyage et de séjour dans les villes cibles.

8. Méthodologie d'évaluation des offres

L'évaluation des offres sera faite en fonction d'une pondération des critères d'évaluation technique et financière.

Evaluation de l'offre technique (pondération de 70% de la note globale)

Un score technique (St) avec un maximum de 100 points est attribué à la proposition technique. Le score technique (St) sera attribué selon le tableau ci-dessous :

EVALUATION TECHNIQUE (max. 100 points)	
Réponse globale (20 points)	
Compréhension des tâches, les objectifs et l'exhaustivité et la cohérence de la réponse	10
Correspondance globale entre les exigences de TDR et la proposition	10
Méthodologie et approche proposée (40 points)	
Qualité de l'approche proposée / méthodologie / Ethique	30
Qualité du plan de travail proposé	10

Profil du candidat.e / Capacité technique (40 points)	
Pertinence du profil et de l'expérience du consultant.e chargé.e de conduire la formation avec des projets similaires et selon les qualifications requises	20
La qualité du travail précédent	20
EVALUATION TECHNIQUE - Total des Points	100

Une offre qui ne répond pas aux critères d'éligibilité des TDR (section 10 et 11) ou qui n'atteint pas le seuil technique minimal de qualification de 70 points sur 100 sera rejeté à l'issue de cette première étape.

Evaluation de l'offre financière (pondération de 30% de la note globale)

La proposition financière de l'offre économiquement la moins chère (**Om**) sera appréciée en fonction du prix global et de la cohérence dans la décomposition dudit prix global et recevra **un score financier (Sf)** de 100 points.

EVALUATION FINANCIERE (max. 100 points)	
Coût total estimé du contrat (incluant les frais de déplacement et toutes autres charges liées à la réalisation des prestations)	100
EVALUATION FINANCIERE - Total des Points	100

Les scores financiers des autres offres (F) seront calculés selon la formule suivante :

$$Sf = 100 \times Om/F$$

Om : l'offre économiquement la moins chère

F : Prix de l'offre

Evaluation Finale de l'offre globale

L'évaluation finale de l'offre sera faite en fonction d'une pondération des Critères d'évaluation Technique et Financière :

Le **score technique (St)** et le **score financier (Sf)** de chaque offre seront ensuite combinés en **un score global (Sg)** par offre selon la répartition suivante :

$$St = 70\% \text{ de la note globale}$$

$$Sf = 30\% \text{ de la note globale.}$$

Le score global attribué aux offres permettra un classement des offres par l'application de la formule suivante, qui déterminera l'offre la meilleure au regard des critères de sélection proposés pour la mission :

$$Sg = (St \times 70\%) + (Sf \times 30\%)$$

Le Contrat sera adjugé à l'offre ayant obtenu le score global (Sg) le plus élevé.

9. Procédure pour la soumission des propositions

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur dossier de candidature, y compris l'offre financière, en format électronique à l'adresse suivante: rabatbids@unicef.org, en mentionnant dans l'objet du message « **Offre pour Consultation : Appui technique pour la conception et mise en œuvre de programme de formation sur la prévention, détection, prise en charge et réinsertion des enfants en situation de rue, en faveur des acteurs de la protection de l'enfance et les organisations de la Société civile** », au plus tard **le 6 Sept 2021 avant Midi**, dernier délai de réception des offres.

Tout dossier incomplet sera considéré comme irrecevable.

Toute question concernant cette consultation, (uniquement pour des informations et non pas pour les soumissions), doit être adressée à Jaouad El Madi, Supply Associate et M. Benyounes Moh à l'adresse :

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance Bureau du Maroc

13 bis, Rue Jaafar Essadik, Agdal, Rabat-Maroc

Téléphone 212 537 67 56 96

Télécopie 212 537 67 56 97

jelmadi@unicef.org comme destinataire et en Cc : bmoh@unicef.org

Annexe: Gouvernance et état d'avancement de la mise en place des DTIPE

La mise en place des DTIPE se fait dans le cadre de la circulaire de Monsieur le Chef du gouvernement n°11/2019, relative à la territorialisation de la PPIPEM, publiée le 26 juillet 2019. Cette circulaire a couronné un processus de concertation élargie avec les différents acteurs, aussi bien dans le cadre de rencontres de concertation que dans le cadre de la Commission Ministérielle chargée de suivi de la mise en œuvre des politiques et plans d'action dans le domaine de la promotion de la situation des enfants et la protection de leurs droits, présidée par le chef du gouvernement et du comité technique issu de cette Commission.

La circulaire précise que la mission première des DTIPE est d'assurer une prise en charge et un suivi adéquat via des services accessibles aux enfants victimes de violence, d'abus, d'abandon ou d'exploitation et à leurs familles. Un Comité provincial de protection de l'enfance, présidé par le Wali ou le Gouverneur, veille au bon déroulement de ce système territorial intégré de la protection de l'enfance et ce par l'adoption des mesures susceptible de renforcer l'environnement protecteur et la lutte contre toutes les formes de violence, l'abus, l'abandon et l'exploitation au niveau des provinces.

Le processus de mise en place des DTIPE est lancé depuis décembre 2019, sous le leadership du Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille (MSSDEF) a concerné 07 provinces lors d'une première phase pilote et sera étendu à 10 autres provinces à partir de 2021. Le mode de gouvernance des DTIP se présente comme suit :

DTIPE: composition et missions

<p>CPPE : Comité Provincial de Protection de l'Enfance</p> <p>Composition:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présidé par le Gouverneur; - Les services extérieurs des départements concernés par la protection de l'enfance; - Le président du comité invite aux réunions du comité toute personne jugeant utile d'y assister. <p>Missions:</p> <ul style="list-style-type: none"> •Elaboration des plan provincial pour la protection de l'enfance ; •Pilotage des CAPE ; •Préparation des rapports provinciaux relatifs à la protection de l'enfance. 	<p>CAPE : Centre d'Accompagnement Pour la Protection de l'Enfance</p> <p>Composition:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cellule de planification et études; - Cellule d'assistance sociale; - Cellule de gestion de la base de données <p>Missions:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique au CPPE ; •Assistance aux enfants et aux familles •Coordination et suivi des services de protection. •collecte de données et élaboration des rapports 	<p>SECRETARIAT PERMANENT DU CPPE</p> <p>Composition:</p> <p>MSDSEF à travers le CAPE</p> <p>Missions:</p> <ul style="list-style-type: none"> •Elaboration des projets d'ODJ du CCPE, des décisions et des procès verbaux des réunions ; •Suivi de la mise en œuvre des décisions du CCPE ; •Gestion du système d'information (SI) intégré dédié au suivi des enfants dans le circuit de protection; •Elaboration des projets de rapports provinciaux relatifs à la protection de l'enfance
---	---	---

Pôle d'expertise au niveau provincial composé des associations, médecins, avocats, enseignants chercheurs, secteur privé, journalistes, enfants

CAPE: équipes de travail et leurs missions

Cellule d'appui technique au Comité Provincial

- Préparation technique du Plan Provinciaux de protection de l'Enfance
- Préparation de rapports périodiques sur l'avancement de la mise en de œuvre du Plan Provincial
- Réalisation de diagnostics, enquêtes et études territoriaux
- Préparation des réunions du Comité Provincial.

Cellule de prestation de services aux enfants et familles

- Prestation de services de protection
- Coordination et suivi de la protection juridique, diagnostic médico-légale, prise en charge médicale d'urgence, hospitalisation et suivi psycho médicale
- Suivi du projet de vie de l'enfant: éducation /formation professionnelle, participation, épanouissement et réinsertion
- Elaboration de rapports sur le parcours de l'enfant dans le circuit de protection;
- Communication des rapport à la cellule de gestion de la base de données

Cellule de gestion de la base de donnée

- Gestion du système d'Information en coordination avec les services extérieurs concernés
- Dématérialisation du parcours de l'enfant au cours du circuit de protection, documentation, suivi et évaluation
- Élaboration de rapports périodiques sur le fonctionnement du DTIPE.
- Communication des rapports à la cellule de l'appui technique du Comité Provincial

Plusieurs activités ont été conduites pour opérationnaliser les DTIPE ou pour assurer les préalables pour son bon fonctionnement :

- La mise en place et le renforcement et l'opérationnalisation des Comités Provinciaux de Protection de l'Enfance (en tant que structure de gouvernance du système territorial) ;
- La création et l'opérationnalisation des CAPE (en tant que structure opérationnelle du dispositif territorial) ;
- Elaboration d'outils de pilotage des DTIPE notamment un outil d'autodiagnostic des structures et des services de protection des enfants au niveau provincial ; un guide pour l'élaboration des plans d'action provinciaux de protection de l'enfance ; Le développement d'un protocole cadre de protection de l'enfance basé sur un circuit codifié de protection des enfants ;
- La définition des procédures d'évaluation et de reporting sur les situations de danger.
- La conception et le déploiement d'un système d'information pour le suivi des enfants dans le parcours de protection